

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG

BUREAU AFRIQUE DU NORD مكتب شمال افريقيا

COLONISATION IMMIGRATION ET FRONTIÉRISATION

PERSPECTIVES CONTEMPORAINES DES GAUCHES MAROCAINES ET TUNISIENNES



Montassir Sakhi

Anthropologue

Cette publication a été soutenue par les fonds de Fondation Rosa Luxemburg, bureau Afrique du Nord. L'auteur de cette publication porte l'entière responsabilité de son contenu et ne reflète pas obligatoirement l'opinion de la Fondation Rosa Luxemburg. Le contenu de cette publication peut être cité ou reproduit à des fins non commerciales, à condition que la source d'information soit correctement citée.

Publié par la Fondation Rosa Luxemburg Bureau Afrique du Nord, Avril 2024.

www.rosaluxna.org

Montassir Sakhi est titulaire d'un doctorat en anthropologie de l'université Paris 8 et chercheur postdoctoral à la KU Leuven (Belgique).

Ses recherches se concentrent sur la frontière, la répression de la mobilité et le phénomène de la révolution dans le monde arabe. Il est l'auteur de l'ouvrage « La Révolution et le djihad : Syrie, France, Belgique », publié chez La Découverte (2023).

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	5
2. LA FRONTIÈRE : ÉVAPORATION D'UNE CRITIQUE DÉCOLONIALE ?	7
3. « ILS ONT RAISON DE BRAVER LES FRONTIÈRES » : COORDONNÉES D'UN NOUVEAU DISCOURS DE GAUCHE SUR LA FRONTIÈRE	10
4. LE RÔLE DE L'EXPÉRIENCE MIGRATOIRE DANS LE RENOUVEAU DE LA CRITIQUE DES FRONTIÈRES	13
5. SE DISTINGUER DU SYNDICALISME FRANÇAIS :	
6. CITOYENNETÉ : SOUTIEN DES MOBILISATIONS EN TUNISIE DU TEMPS DE L'AUTORITARISME ET SENSIBILISATION SUR LES DROITS DES MIGRANTS RACISÉS EN FRANCE	15
7. LA PRISE EN COMPTE DE LA QUESTION DE LA HARQA DEVANT LE SILENCE DES ORGANISATIONS EN TUNISIE	16
8. « UNE RÉVOLUTION CULTURELLE » : L'EXPÉRIENCE MIGRATOIRE COMME UNE CRITIQUE RADICALE	17
9. S'OPPOSER AU RACISME, AUTANT EN FRANCE QU'EN TUNISIE	19
10. CONCLUSION	20

INTRODUCTION

L'article se propose d'analyser les principaux discours d'acteurs politiques des gauches tunisiennes et marocaines face à la question migratoire. L'examen des évolutions de ces discours se situe entre deux périodes clés de l'histoire de l'immigration depuis ces pays vers l'Europe. La première phase englobe une ouverture relative des frontières après l'accès à l'indépendance (de 1956 à la fin des années 1980), tandis que la deuxième concerne la mise en place des systèmes de visas et de l'espace Schengen au début des années 1990. Nous partons de l'hypothèse suivante: après que la frontière Nord-Sud ait été la matrice structurante de la gauche émergeant au sein du mouvement national-décolonial, le processus prolongé de nationalisation entériné par les indépendances de 1956 a profondément influencé les discours socialistes-communistes au point de s'aligner sur des priorités « nationales », reléguant la question des frontières et de l'immigration à un plan secondaire. Mais l'année 2011 marque un changement dans cette perspective. Elle est le lieu de la prise de conscience dans la rive sud de la Méditerranée quant à la centralité de la question migratoire et aux problèmes posés par une frontière de plus en plus répressive. Cela nourrit un second volet de notre hypothèse : le printemps arabe est aussi le nom d'une re-conscientisation – au sens de réveil de la conscience collective – face à la domination exercée par la frontiérisation et l'interdiction de la mobilité.

Avant d'exposer le dispositif d'enquête à l'origine de cet article, il est nécessaire d'inscrire notre hypothèse d'abord dans une expérience à la fois politique et personnelle. Il s'agit d'une double position qui informe le travail de recherche. La première découle de ma propre expérience en tant que militant au sein de la gauche marocaine, où j'ai été membre de l'Union Socialiste des Forces Populaire (USFP) entre 2006 et 2012, participant au Mouvement du 20 février qui a été le cadre référentiel du printemps arabe au Maroc en 2011, et ensuite acteur de la Fédération de la Gauche Démocratique (FGD – Maroc) de 2012 à aujourd'hui. Ces expériences politiques m'ont permis de saisir les grandes revendications et références discursives de la gauche marocaine et plus généralement arabe, notamment au sein des dynamiques telles que le Forum Social Maghrébin (FSMagh). La deuxième position concerne mon expérience d'immigration qui m'a conduit en Europe au lendemain des printemps arabes de 2011, jusqu'à aujourd'hui. Cette expérience est marquée par une immersion au sein d'organisations diasporiques des gauches marocaines et tunisiennes, notamment en France, m'offrant une vision d'ensemble sur la dynamique revendicative et les principales causes défendues par la gauche dans un contexte migratoire.

Partant, il s'agit d'explorer, en Tunisie et au Maroc, les principales lignes discursives au milieu de ce qui est désormais abordé dans les discours gouvernementaux au nord de la Méditerranée comme « le problème de l'immigration ». À partir de ces lignes, l'analyse se concentrera sur les principales positions politiques concernant quatre questions spécifiques. Tout d'abord, le rapport des gauches tunisiennes et marocaines aux politiques de frontiérisation européennes, incluant les restrictions des visas et l'établissement d'une sélection des migrants. Ensuite, leurs positions concernant l'immigration irrégulière, les décès et les disparitions des migrants sur le chemin de l'Europe. Puis, le regard de ces gauches sur la condition des migrants majoritairement subsahariens en transit par ces deux pays. Enfin, l'analyse cherchera à évaluer les niveaux de coopération entre les organisations de la gauche diasporiques et nationales concernant l'ensemble de ces questions, ainsi que la condition migratoire face aux problématiques raciales et

sociales dans les pays d'immigration. L'ensemble de ces questions sera abordé à partir de témoignages et d'extraits d'entretiens avec des acteurs engagés dans la gauche et les associations diasporiques.

Les résultats de cette étude doivent être compris comme une première restitution d'un terrain en cours de réalisation, même si nous nous appuyons sur des observations et une immersion mobilisant plusieurs années de recherche-action sur les thèmes des printemps 2011¹ et de l'immigration postcoloniale face à la frontiérisation². Le regard de l'observation ethnographique est affiné dans ce texte par la mobilisation de quatre nouveaux entretiens longitudinaux que j'ai réalisés entre 2023 et 2024 avec des acteurs au rôle central au sein des gauches tunisiennes et marocaines

Le premier entretien est mené avec Mohamed Achâari, ancien ministre de la culture marquée par la gauche marocaine ayant incarné, avant son accession au gouvernement de transition, la figure d'une critique socialiste issue de la lutte tricontinentale et décoloniale. La pensée d'Achâari articulée à la question migratoire et son engagement au sein de l'organisation où il a occupé des postes de responsabilité (l'USFP) réhabilite les positions de leaders et de penseurs fondateurs de la gauche marocaine, tels que Mehdi Ben Barka et Mohamed Abid al-Jabiri. Ces derniers avaient longtemps souligné les rapports coloniaux ancrés dans la division nord-sud. Le deuxième et troisième entretien mobilisés sont réalisés avec deux militants de la gauche radicale tunisienne. Dans les cercles de la mobilisation postrévolutionnaire de 2011, ils s'engagent pour la promotion de l'inséparabilité de la « lutte démocratique et le problème de la restriction de l'immigration ». Le quatrième entretien est réalisé avec un artiste, fondateur de nombreuses associations diasporiques tunisiennes en France et animateur de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) en France.

¹ Sakhi Montassir, *La révolution et le djihad. Syrie, France, Belgique*, La Découverte, Paris, 2023.

² Voir le numéro de la Revue Ibla consacré à cette restitution : « Frontières Mobilités Migrations : Enquêtes, Témoignages, Représentations », IBLA, Vol. 86 No 232, Tunis, 2023. <https://ibla.tn/index.php/ibla/issue/view/1>

■ LA FRONTIÈRE : ÉVAPORATION D'UNE CRITIQUE DÉCOLONIALE ?

Le choix d'une focale sur la gauche se justifie par les principes fondateurs et la centralité de la notion de la frontière dans son discours critique au moment de sa fondation. Cette notion renvoie à la contestation des ordres nationaux dans l'appel à la révolution si l'on se réfère au marxisme tel que théorisé par Marx, Engels et Lénine³. Elle renvoie également, dans l'expérience décoloniale, à la critique des rapports de domination fondés sur la séparation nord-sud. Sans revenir sur la littérature traitant des penchants internationalistes de la gauche, nous rappelons cette centralité dans le contexte coloniale. La gauche en Tunisie et dans le sud de la méditerranée en général⁴ a construit une partie de son opposition et son discours sur fond de conflictualité avec les mécanismes de la domination coloniale. L'appartenance au bloc de l'est communiste comme l'inscription dans le mouvement des non-alignés sont des expériences marquant les gauches nord-africaines entre les années 1940 et 1970. L'héritage marxiste internationaliste est venu se greffer sur l'expérience socialiste s'ouvrant sur de nouveaux courants de la pensée postmoderne critique qui met l'accent sur les rapports de la domination producteurs du centre identifié par (la Métropole) et de la marge coloniale⁵, de la norme et de la déviance, du nord et du sud⁶, de l'Occident et de l'Orient⁷, etc. Mais si la domination fondée sur la vieille critique décoloniale – que l'on retrouve par exemple dans la dénonciation de la politique « Françafrique » – continue de traverser l'esprit des gauches nord-africaines, fort est de constater que cette relation⁸ oppositionnelle ne cesse de se dégrader face à deux phénomènes majeurs. Le premier est relatif au lourd héritage du processus de la formation stato-nationale donnant lieu à de nouveaux cadrages de la politique critique qui passe, dès les années 1970, par des thèmes ancrés dans l'expérience de l'Etat-nation indépendant.

C'est ce qui se joue dans la montée des discours social-démocratiques insistant sur des notions telles la démocratie, les rapports de classes dans l'espace national, les libertés et droits humains, la citoyenneté et les droits syndicaux. Le second phénomène impactant l'héritage internationaliste de la critique de gauche est sans doute relatif aux transformations majeures des dispositifs de la répression frontalière qui, dans le nord comme dans son externalisation vers le sud, réussit à implanter le discours et les pratiques liées dès lors à la politique publique migratoire. Cette politique naturalise les frontières nationales et renvoie la critique à l'ordre des politiques gouvernementales locales, dédouanant ainsi la répression frontalière de la mobilité.

Quand nous soumettons ce postulat sur le déclin de la dimension frontalière dans la critique et les mobilisations des gauches postcoloniales, les acteurs contemporains de ces transformations aident à identifier au mieux les causes. Ils décrivent, depuis leurs pratiques politiques, cette situation et plus généralement le moment de la formulation du triptyque colonisation, immigration, frontérisation dans l'itinéraire politique de la gauche. C'est le cas de Mohamed Achâari qui souligne cet aspect dans notre entretien :

³ Sur cette question du rapport à l'Etat-nation dans le marxisme, voir Karl Marx, *La Guerre civile en France (La Commune de Paris)*, 1871 ; et Friedrich Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* [1884], chapitre 9, « Barbarie et civilisation ». Voir également le premier chapitre du livre de Vladimir I. Lénine, *L'État et la Révolution*, « La société de classe et l'État », 1917

⁴ Khalil Dahbi and Montassir Sakhi, "Between Presence and Conspicuous Absences: Fanon in Moroccan political thought", *Pomeps publications*, à paraître (Avril 2024).

⁵ Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, La Découverte, 2002 [1961]

⁶ Samir Amin, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Éd. de Minuit, Paris, 1973.

⁷ Edward Saïd, *L'orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Seuil, Paris, 1980.

⁸ Sur le fonctionnement « relationnel » des idéologies, nous nous référons à l'ouvrage de Karl Mannheim, *Idéologie et utopie*, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2006 (1929).

« Ce n'est pas que la question de la colonisation, et surtout de la nouvelle colonisation, qui disparaît au sein de notre mouvement (l'USFP). Après 1975, la question a été pour nous de garder l'œil sur la théorie critique de l'Occident, mais de centrer l'action sur la démocratie. Nous avons tous une conscience de l'exploitation pratiquée par la nouvelle colonisation. Le penseur Abid Al Jabiri ne cessait de le rappeler dans le parti. Mais nous savions que seule la démocratie permettrait de remettre sur table cette remise en cause. Donc oui, nos intellectuels lisaient et traduisaient Fanon, mais tout en étant d'accord sur ses constats, on a emprunté une tactique toute autre »⁹.

Il précise la nature de ce choix quand nous l'invitons à spécifier, à partir de sa pratique politique au sein du parti, le rapport intellectuel et politique à la frontière lors du tournant national et postcolonial. La question ainsi formulée, veut comparer la nouvelle dimension critique avec le projet intellectuel de Frantz Fanon et de Mehdi Ben Barka – où la question de la frontière nord-sud était centrale.

« Ces questions posées et problématisées par Fanon ont été débattues par les intellectuels du parti lors des années 1980 également. La question de la nouvelle colonisation comme le rôle de la bourgeoisie nationale dans la nouvelle phase et le rapport avec l'Occident ont bel et bien été discutés. Mais ces questions n'étaient pas considérées comme susceptibles de parler aux gens et de les mobiliser tant au sein du parti que dans la société. C'était considéré comme une affaire des intellectuels du Parti. D'ailleurs, en 1985, lors du congrès du parti, le texte qui devait être adopté était celui centré entièrement sur le rapport à la nouvelle colonisation. Mais il a été rejeté par la présidence du congrès avant d'être présenté aux militants. Pourquoi ? Il a été considéré comme trop « intellectuel », « abstrait ». Je pense que ces questions étaient au centre de la pensée mais seulement à l'intérieur du parti »¹⁰

La distinction entre « l'intérieur du parti » et la « société » peut se comprendre dans le réel d'un espace social maghrébin largement façonné par le travail en profondeur des États-nations à partir de l'indépendance. Le centrage sur l'accès à l'indépendance a été le discours officiel par excellence permettant aux élites gouvernementales de s'approprier la gestion des rapports interétatiques et les frontières territoriales de la nation en général. Dans le cas du Maroc, cette question s'est largement impactée par la lutte entre l'UNFP de Ben Barka et ensuite l'USFP d'Abderrahim Bouabid et la monarchie non seulement pour

le partage du pouvoir, mais aussi pour l'appropriation d'une question constituant la limite de la souveraineté nationale et des rapports aux voisins – l'Algérie. La question du Sahara Occidental a entériné cette marche, au sein de la gauche marocaine, de l'abandon progressif de la dimension internationaliste. Le rapport de force a abouti bien évidemment à l'accaparement des « affaires étrangères », de la gestion des relations frontalières et de la question du Sahara par la monarchie. Cette même question du Sahara sera l'épine dorsale d'une rupture du mouvement socialiste marocain avec de nombreux mouvements de la gauche

⁹ Entretien avec Mohamed Achâari, 08/2023

¹⁰ Entretien avec Mohamed Achâari, 08/2023

internationale en faveur du droit de l'autodétermination du peuple sahraoui¹¹. Cet épisode consacrant la supériorité gouvernementale dans la définition des discours et des priorités nationales sera un point parmi d'autres dans la longue série d'événements¹² finissant par reléguer le point de vue différencié sur les rapports internationaux à une discussion « interne » aux partis de gauche au Maroc.



Pourtant, la question migratoire est vaste. Son ampleur est soigneusement enfouie par l'effet de découpage introduit par les politiques publiques divisant un objet intrinsèquement interne à la société suivant une forme d'extériorité. C'est le découpage migrants résidant à l'étranger (al-jâliya)/émigrés candidats à l'immigration ; migrants subsahariens en transit/nationaux candidats de la harqa ; étudiants et élites à l'étranger (diaspora)/ travailleurs ouvriers nationaux à l'étranger, etc. Cette fabrique des catégories du gouvernement national va de pair avec le silence sur d'autres catégories en souffrance

face aux dispositifs frontaliers et oubliées des discours et politiques publiques telles les personnes refusées des visas ; les migrants disparus en méditerranée et dans les points frontaliers ; les familles des disparus de l'immigration ; les expulsés et les déçus de la nationalité dans les pays d'accueil ; les nationaux souffrant des politiques migratoires tout en étant installés dans les pays d'accueil ; les migrants nationaux victimes de racisme et des violations des droits humains ou encore les retenus dans des centres de rétention et dans les camps des réfugiés.



¹¹ Omar Bendjelloun, « Si nous nous tromperons, les peuples jugeront : La dernière interview d'Omar Bendjelloun », entretien réalisé par Jean-Louis Hurst, *Libération*, 22 décembre 1975.

¹² Ces mêmes enjeux sont posés à l'occasion des solidarités avec la Palestine ou plus tard avec l'Irak et la révolution syrienne. Par des lois sur la liberté de manifestation ainsi que les lois antiterroristes, ces solidarités sont largement quadrillées par la puissance gouvernementale au détriment des différents acteurs oppositionnels marocains.

“ Ils ont raison de braver les frontières ”

COORDONNÉES D'UN NOUVEAU DISCOURS DE GAUCHE SUR LA FRONTIÈRE

Les acteurs politiques de la gauche rencontrés affirment cette connaissance pratique de la répression par le biais de la frontière, du fait de l'héritage inculqué dans les organisations militantes. Mais ils admettent la difficulté d'insérer cette demande au centre du projet politique. Malgré le sentiment d'une démission face aux découpages reléguant la question migratoire à l'extériorité et à la sphère des « relations internationales et bilatérales », les témoignages font état des lieux d'une problématique d'ordre relationnel et complexe. Le nouveau sursaut de la conscience quant à l'importance de considérer la frontière est davantage motivé par des événements cruels autour de la guerre – la question palestinienne qui retentit dans les entretiens – et de la découverte dans la société d'un racisme à la suite de déclarations officielles en Tunisie avec les discours du président Kaïs Saïd¹³ et au Maroc avec les événements tragiques de Nador ayant causé la mort de plusieurs migrants à la suite de l'usage de la force publique¹⁴. De même, la montée des revendications et de la mise en lumière par une nouvelle génération de chercheurs des malheurs des familles des disparus en Méditerranée, ainsi que les chiffres considérables de la disparition et de la mort des migrants en Méditerranée sont autant d'éléments aiguisant chez ces acteurs un esprit critique face aux politiques frontalières. Par ailleurs, c'est l'expérience révolutionnaire de 2011 qui favorise davantage cette prise de conscience à travers au moins deux éléments au Maroc et en Tunisie : D'abord la découverte qu'un

grand nombre de militants quittent le pays sous l'effet des visas sélectionnant, fermant la frontière et structurant le choix d'un départ sans forcément une possibilité de retour. Ensuite, c'est le phénomène de la sanction européenne par le quota à l'adresse des classes moyennes et bourgeoises ayant bénéficié des visas dans la période postcoloniale qui rend palpable la domination frontalière¹⁵. Le premier phénomène est éprouvé à l'intérieur des organisations militantes qui perdront entre 2011 et aujourd'hui une grande partie de leurs cadres sous l'effet de la sélection par les visas. Le deuxième phénomène de la sanction par les visas est généralisé, donnant lieu à un positionnement acquis à une gauche en faveur du droit de circulation. C'est par le biais de l'émotion et de la colère que cette prise de conscience cherche des alternatives politiques où la frontière reprend la forme d'une politique générale de domination, nécessitant de nouveaux objectifs pour une construction critique et conflictuelle.

Partant, les témoignages adoptent une approche relationnelle dans le sens où la perception de la question migratoire se réalise en mettant côte à côte des problématiques relevant d'espaces sociaux variés : les migrants irréguliers, les familles des disparus, les immigrés et travailleurs à l'étranger, les migrants subsahariens en transit par le pays, les personnes refusées du visa, etc. Plusieurs points communs rassemblent l'ensemble de ces publics confrontés de plus en plus aux mêmes dispositifs de frontiérisation tels les visas, les centres de rétention à l'intérieur de

¹³ Abdelhamid, Maha. « L'importance de la lutte des femmes tunisiennes noires dans le combat antiraciste en Tunisie. Réflexions sur les événements de février 2023 », *Afrique(s) en mouvement*, vol. 6, no. 2, 2023, pp. 92-94.

¹⁴ Tyszler, Elsa. « Massacres négrophobes aux frontières de Ceuta et Melilla », *Plein droit*, vol. 139, no. 4, 2023, pp. 23-26.

¹⁵ Voir l'article de Wael Garnaoui, « Le temps politique et les traumatismes liés à l'interdiction des mobilités », *Rosa Luxembourg Stiftung*, à paraître

l'Europe ou à sa frontière, le déni des droits et le racisme autant dans les pays de transit que les pays de l'immigration.

Les extraits qui suivent sont tirés d'un entretien réalisé avec deux militants tunisiens ayant joué un rôle clé dans la mise en place de l'expérience estudiantine de la gauche radicale tunisienne dans les années 1980 tout en s'engageant activement dans l'événement révolutionnaire de 2011. Ils décrivent le processus de questionnement sur la question de l'immigration qui émerge lors des dernières décennies en Tunisie. Ils associent immédiatement ce processus à la relation nouée face à une supériorité et une domination appartenant à l'ancienne catégorie « nord-sud ». Loin du slogan hérité des organisations communistes et socialistes, cette séparation nord-sud est pensée à partir d'une interrogation sur l'incapacité à braver le seuil de l'inhospitalité du nord ainsi qu'une économie et une politique nationales contrôlées par la supériorité technique occidentale. Ce sentiment ainsi que cette image de la répression sont rapidement interrogés à l'aune de la frontière et de l'immigration. C'est la preuve apportée par l'acteur sur la question de la domination, venant s'ajouter à celle de l'appartenance à une société ravagée par « l'ingérence » selon ces acteurs. Youssef et Moez, deux avocats de la gauche et animateurs de cercles socialistes dans la ville de Sousse montrent à travers leurs témoignages comment le processus de cette conscience de la séparation frontalière revêt une nouveauté : il intègre, depuis 2011, le nouveau problème de la fermeture et de l'externalisation des frontières malgré son caractère embryonnaire au sein d'une gauche en quête de restructuration.

Youssef :

Il y a une grande relation entre la question des visas et la colonisation. Et cette relation n'était pas évidente avant, pour nous au sein de la gauche en tout cas. Mais aujourd'hui, elle est de plus en plus claire. Nous sommes toujours sous la pression pour trouver des solutions qui servent le bien être des Etats coloniaux. Et cela de manière indirecte. Il n'y a pas de colonisation directe, mais nous sentons cette colonisation. (...)

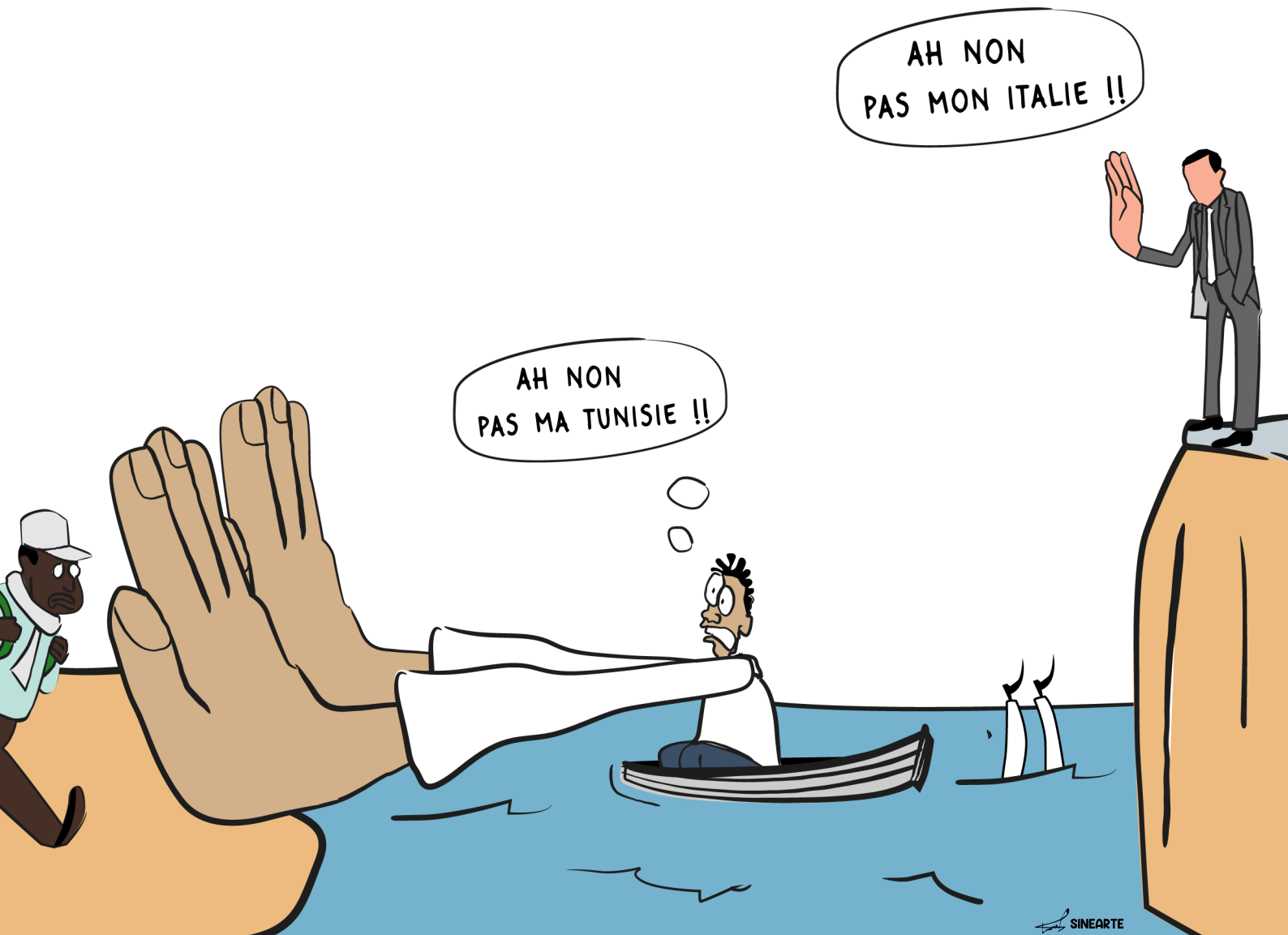
Moez :

Cette question ne s'est jamais posée de la même acuité qu'aujourd'hui. Elle commence à se poser comme un vrai problème politique, central. Notre génération regardait différemment l'immigration pendant les années 1980, 1990 et les années 2000. Nous n'étions pas conscients des grands problèmes posés par les frontières au sein de la gauche comme d'ailleurs chez tous les acteurs politiques en Tunisie. Car notre critique était de dire que la lutte démocratique et la transformation de la classe politique fera en sorte que les tunisiens n'aient plus à penser ni à demander le visa. Ce n'était pas une priorité. Il y avait même des gens des classes moyennes et bourgeoises qui disaient « c'est normal que les européens protègent leurs frontières et que c'est la loi et leurs droits ». Certains ont posé la question qui n'a aucun sens quand les subsahariens commençaient à venir en Tunisie pour le travail ou le transit. T'entendais en Tunisie : « et tu aimerais que des étrangers viennent sans contrôle ni visa chez nous ? »

Au début de la harqa (immigration illégale) il y avait ce discours qui s'étonnait : « et pourquoi tu te permets d'aller mourir en mer pour risquer la traversée ? ». Cette idée d'ouvrir toutes les frontières, tout comme celle qui met l'accent sur le fait que les frontières découlent de la colonisation, n'était pas à l'ordre du jour. C'était un débat qui se centrait uniquement sur le fait que « nous n'avons pas réalisé un développement économique qui arrête l'immigration illégale ». Ces débats voulaient te convaincre en avançant que « avant, les siciliens immigraient vers la Tunisie » ou encore « nous, les tunisiens, nous allions sans visas en Italie lors des années 1980, parce que nous étions riches, parce que l'état-nation était fort, parce que nous étions bien ». Et ils continuent : « ils ont fermé les frontières parce que nous nous sommes rétrogradés économiquement ».

Mais aujourd'hui, les choses ont changé. Les gens commencent à comprendre que c'est primordial.

Et ce n'est pas uniquement chez la gauche et les intellectuels. Ça change chez tout le peuple. Parce que les gens ordinaires commencent à dire « ils ont raison de braver ces frontières »



Ces extraits d'entretiens témoignent des changements des perceptions au sein de la gauche tunisienne. Ils désignent le moment à partir duquel la gauche se saisit d'une question publique qui ne cesse de monter comme problème à la suite de l'expérience vécue par des pans considérables de l'espace social – des classes populaires exposées à la mort en méditerranée jusqu'aux classes moyennes confrontées aux refus des visas ou aux problèmes de la régularisation des titres des séjours dans les pays de l'immigration. L'héritage délaissé pendant une génération – nos interlocuteurs rappellent le désert intellectuel traversé par la gauche sur cette problématique entre 1980 et 2010 – se réactive lors du moment révolutionnaire pour raviver la pensée décoloniale et la critique des rapports nord-sud. Cette réactivation, qui se déroule dans le sud, coïncide dans le nord de la Méditerranée avec l'adoption de politiques migratoires restrictives des droits de circulation. Nos interlocuteurs insistent sur l'aspect relationnel du nouveau discours critique à l'égard de la frontiérification en gestation au sein des gauches. Un de ses défis majeurs est de faire face à un contre-discours diffus au sein de la société et ayant été adopté longtemps par la gauche elle-même. C'est le contre-discours qui renvoie le problème de la harqa et la volonté migratoire à la seule responsabilité du gouvernement national.

Le changement de perspective revêt dès lors une rétrospection et une auto-analyse qui se produisent au sein des espaces organisationnels et intellectuels. Tout en appelant à cette réflexivité, la nouvelle perspective admet la centralité de l'enquête afin de comprendre les logiques agissantes tant dans le nord que dans le sud face à la question de la frontière et de l'immigration.

Enfin, rappelons que cette prise de conscience se présente comme à la fois générationnelle et contemporaine dans le témoignage de nos deux interlocuteurs de la gauche tunisienne, comme chez l'ancien ministre de la gauche marocaine. S'il faut trouver un point organisationnel et politique qui relie cette nouvelle temporalité s'affirmant au moment de 2011, c'est sans doute sa manifestation au sein de la dynamique des forums sociaux implantés notamment au Maroc à partir de 2004. Dans un contexte d'ouverture politique marquée par l'Instance Équité et Réconciliation (IER), les forums sociaux ont constitué, entre 2004 et 2010, un espace de renouveau intellectuel des gauches, notamment oppositionnelles. Étant moi-même impliqué dans ce processus au sein des jeunesses socialistes maghrébines, je témoigne de ce croisement de la problématique des frontières suivant les principes déjà éprouvés au sein des gauches : « citoyenneté du monde » et « liberté de circulation »

■ LE RÔLE DE L'EXPÉRIENCE MIGRATOIRE DANS LE RENOUVEAU DE LA CRITIQUE DES FRONTIÈRES

Les transformations vécues au sein de la gauche au Maroc comme en Tunisie ne peuvent être comprises sans passer par l'enquête auprès des dynamiques militantes et organisationnelles dans les pays de l'immigration – l'Europe dans notre cas de figure. Depuis les travaux pionniers d'Abdelmalek Sayad, nous savons que le phénomène de l'immigration (la condition sociale et culturelle des migrants dans les pays d'accueil) et plus généralement les souffrances des migrants sont indissociables de la condition de l'émigration (la vie collective confrontée aux effets de la migration dans les pays de départ)¹⁶. Il faudrait reprendre cette même précaution de méthode au moment de l'étude des mobilisations et des discours politiques à propos de la migration. L'enquête sur la gauche et la question migratoire doit prendre en compte non seulement les discours des acteurs et des gens dans le sud, mais aussi le travail des organisations et les discours politiques que l'on appelle « diasporiques ».

Pour la Tunisie comme pour le Maroc, les entretiens ethnographiques et exploratoires en cours confirment le hiatus entre les attentes des organisations diasporiques de gauche et celles nationales de gauche malgré la prise de conscience ascendante dans les pays de l'émigration face aux nouvelles restrictions de la mobilité.

Dans ces deux pays du Maghreb postcolonial, la désorganisation de la question migratoire est la conséquence d'abord de l'incapacité des États à produire un contre-discours face aux politiques publiques européennes fondées sur des études, des pratiques, des lois et des institutions aux

¹⁶ Abdelmalek Sayad, *La Double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Seuil, Paris, 1999.

visions homogènes dédiées à la production de la frontière dans ses différentes formes. La puissance du dispositif de la frontiérisation, adossée aux nouvelles politiques de l'externalisation des frontières produit, en Tunisie comme au Maroc, une forme d'assujettissement et une assignation à accepter les grands discours hégémoniques sur l'immigration. C'est dans ce sens qu'il faudrait lire l'accueil, par les gouvernements nationaux, des acteurs – notamment de la droite et de l'extrême droite – de la restriction de la circulation. Sauf dans certains discours de la politique critique embryonnaire relancée sous l'appellation « droit de circulation », il existe une tendance générale assignant les tragédies de la frontière – la mort et la disparition en l'occurrence – à une responsabilité interne à la politique nationale tunisienne et marocaine, au lieu d'interroger la fermeture de l'espace européen. C'est bien la politique gouvernementale nationale qui est présentée, le plus souvent, comme responsable d'une immigration illégale et dont les solutions seraient à chercher dans des réformes nationales.

Or, cette tendance est largement inversée quand il s'agit d'interroger la perception des acteurs et organisations diasporiques. Je propose dans la suite de cet article de lire des extraits d'un entretien qui illustrent cette conscience forgée dans l'expérience migratoire se situant entre les deux rives : à la fois dans la double absence et la double présence entre les territoires de l'émigration et de l'immigration.

Celui qui témoignera, Mohamed Bhar, est fondateur de nombreuses associations diasporiques tunisiennes en France et animateur de la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) en France. En retraçant l'évolution de cette association fondée début des années 1970 en soutien des travailleurs immigrés, il montre le point de basculement de nombreux collectifs s'adaptant à la transformation de l'espace migratoire pour intégrer de nouveaux publics. Chaque extrait sera l'illustration d'une figure de ces transformations que l'on résume en quatre grandes formes politiques que nous pensons largement être présentes dans la conscience collective des organisations de la gauche diasporique postcoloniale.

Premièrement, le discours de la gauche diasporique se construit à travers la lutte des migrants-ouvriers et une conscience de la défense des droits, distincte de celle des syndicats ouvriers des pays d'accueil, peu réceptifs à la singularité des droits des migrants.

Deuxièmement, l'arrivée sur le marché du travail de nouveaux migrants issus de la politique de l'immigration choisie et de l'instauration de visas restrictifs conduit la gauche diasporique à modifier sa stratégie. À partir des années 1990, elle embrasse les causes des migrants sans-papiers et établit des alliances avec des organisations nationales (en Tunisie comme au Maroc) sur des questions communes, mobilisant des notions centrales comme « la citoyenneté » et les « droits humains ». Troisièmement, l'expérience acquise dans les pays d'accueil amène la gauche diasporique à une meilleure compréhension de la situation des migrants irréguliers, la poussant à adopter leurs causes et à plaider en faveur de leur régularisation. Cependant, elle peine à intégrer cette problématique dans le discours des gauches nationales, malgré la dynamique des Forums sociaux altermondialistes s'ouvrant sur la liberté de circulation. Ce n'est qu'avec l'avènement des printemps de 2011 que l'on observe une nouvelle prise de conscience au sein de la gauche des effets liberticides et meurtriers des frontières. Enfin, basée sur son expérience migratoire confrontée au racisme et à la répression de la mobilité dans les pays d'accueil, la gauche diasporique est particulièrement sensible et informée des enjeux des discours racistes en gestation dans les pays d'origine. Elle en appelle ainsi à une prise au sérieux, au sein des gauches Tunisienne et Marocaines, de l'option réactionnaire, afin de contrer le piège nationaliste tendu par les politiques migratoires et l'externalisation des frontières.

SE DISTINGUER DU SYNDICALISME FRANÇAIS :

« j'ai fait partie de la deuxième génération du FTCR. Au début, cette Fédération d'associations s'appelait l'UTIT (Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens), créée en 1974 par des étudiants et des travailleurs avec l'idée de défendre les droits des migrants tunisiens, au moment d'une forte présence de migrants confrontés à la montée du racisme en France, l'exploitation au travail, le licenciement abusif, etc. Elle s'est créée dans la même ligne d'autres associations comme l'Association des Travailleurs Marocains en France (ATMF). Il y a eu un mouvement général qui a créé des liens avec les syndicats comme la CGT. C'est le cas des travailleurs immigrés espagnols, portugais ou de l'Afrique de l'Ouest. Mais il s'est agi pour nous de se distinguer également des syndicats français parce qu'ils ne prenaient pas en compte dans leurs revendications la spécificité des immigrés. Le syndicat français disait qu'il défendait les travailleurs sans distinction, mais pour nous il y avait des questions spécifiques que ces syndicats ne défendaient pas : les droits des migrants »

CITOYENNETÉ : SOUTIEN DES MOBILISATIONS EN TUNISIE DU TEMPS DE L'AUTORITARISME ET SENSIBILISATION SUR LES DROITS DES MIGRANTS RACISÉS EN FRANCE

« En 1995 un congrès est organisé pour changer le nom de l'UTIT. Nous avons rajouté une dimension essentielle au travail précédent : la question de la citoyenneté entre les deux rives. En Europe et en Tunisie. Il s'est développé une nouvelle dynamique des luttes communes et nous avons relayé les mobilisations ayant lieu en Tunisie. Par exemple, en 2008, nous avons soutenu les mobilisations du bassin minier de Gafsa. Nous avons commencé à travailler en commun avec l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) et des associations de la société civile sur les deux aspects de la lutte pour la démocratie et les droits. De l'autre côté, en Tunisie avant 2011, c'était plutôt l'UGTT qui relayait les demandes des Tunisiens résidents à l'étranger. Le syndicat avait un programme et surtout un responsable de la question migratoire au sein de son bureau exécutif. Depuis au moins le début des années 1970, l'UGTT a pris des initiatives pour la défense des droits des travailleurs tunisiens résidant à l'étranger. Le syndicat a créé des relations avec des organisations à l'étranger à cette fin. Je me souviens des années 1980, à l'époque où le chef de l'UGTT Habib Achour était en prison ainsi que Tayeb Bachouch, il y avait l'UTIT qui a fait plusieurs activités en soutien des prisonniers et elle a rassemblé des organisations et syndicats français pour la solidarité. C'était dans le cadre de la commission 26 janvier (lajnat 26 janvier 1978) à la suite du massacre et de la révolte de 1978 qui a eu lieu en Tunisie. J'étais membre de cette commission. Depuis, et pendant toutes les années 1980, nous organisons en France la commémoration annuelle de ce massacre odieux. Les principales demandes relayées par l'UGTT étaient les droits des migrants en Europe, car elle considérait les migrants comme des travailleurs. De notre côté, nous diffusons les problèmes des tunisiens qui vivent à l'étranger. En Tunisie comme au Maroc. Car toute les familles ont des membres travailleurs ou migrants à l'étranger. Si ce ne sont pas les membres directs, ce sont les membres de la famille élargie. Donc quand il y avait une affaire de racisme, il y avait une solidarité immédiate qui s'organisait. Ça a également un lien avec notre mémoire collective marquée par la colonisation »

LA PRISE EN COMPTE DE LA QUESTION DE LA HARQA DEVANT LE SILENCE DES ORGANISATIONS EN TUNISIE



Pour revenir à l'immigration illégale, j'ai le sentiment que cette question reste étrangère à la gauche à l'intérieur de la Tunisie. C'est comme si l'immigration ne la concernait pas. Et ceci est une grande erreur. Parce que le principe doit être indivisible dans la lutte. Celui de l'égalité, la démocratie et des droits de l'homme. Mais quand il s'agit de l'immigration, ces principes disparaissent. Comme si les migrants doivent bénéficier seulement d'une aumône au lieu d'être des sujets de droit. En Tunisie, rares sont les associations qui portent cette cause. Aujourd'hui il y a le FTDES (Forum tunisien des droits économiques et sociaux). (...)

Mais les associations des migrants en général, et la FTCE en particulier, ont cette conscience

à propos de l'immigration. Bien sûr, quand cette question s'est posée après l'entrée en vigueur du système des visas, il y a eu cette prise de conscience et surtout des prises de paroles en faveur des migrants. Il n'y a pas si longtemps, du temps de l'ancien président Caïd Essebsi, l'UE a signé un nouvel accord pour plus de fermeture des frontières avec la Tunisie. Et les associations de l'immigration se sont mobilisées contre cette décision. Nous avons refusé car la question de base c'est la liberté de circulation. C'est un principe essentiel. Je me souviens aussi de la dynamique des Forums sociaux où nous avons participé et promu ce droit. Je me souviens de 2006 à Bouznika (Maroc) et ailleurs.

Je donne l'exemple de 2011 : au moment de la révolution, des milliers de Tunisiens ont traversé la méditerranée. Tout le travail de notre association au moment de la révolution était centré sur les haraqa (migrants irréguliers).

C'est-à-dire des questions que nous ne connaissions pas auparavant. Nous nous sommes occupés de l'humanitaire, de leur santé et de l'hygiène. Nous avons alors signé une convention avec Médecins du Monde en France. Ses membres venaient deux fois par semaine pour donner des soins aux jeunes migrants dans nos locaux. Nous avons fait une autre convention avec Les Restos du Cœur qui nous donnait des bons de restauration que nous leur distribuions. D'autres asso nous ramenaient des habits, etc. Bref, c'était pour répondre au besoin des migrants arrivés après la traversée de la Méditerranée. (...) Nous avons déjà une section d'aide juridique au sein de l'asso. Donc nous avons accompagné ces jeunes également en mettant en place une permanente juridique. C'est pour aider à avoir les papiers mais aussi les accompagner pour trouver du logement, lutter contre le licenciement et l'exploitation au travail. La principale question pour nous c'était la régularisation des sans-papiers ».

■ « UNE RÉVOLUTION CULTURELLE » L'EXPÉRIENCE MIGRATOIRE COMME UNE CRITIQUE RADICALE

« **L'Homme qui ne circule pas** n'est pas libre. C'est le principe de la liberté qui est remis en cause par le visa et le refus des visas. Mais c'est ça la question de la culture. Quand je dis la culture, je n'entends pas la musique, le théâtre, etc. Je parle d'un projet général de la culture. Le projet culturel signifie l'activité de la pensée, de la conscience. C'est un tout la Culture. La Révolution culturelle. C'est le terme qu'il faut utiliser, car « projet » réduit le sens du mot « Révolution culturelle ». Une révolution c'est ce qui signifie que l'Homme cesse d'être enfermé, limité, immobilisé. Pourquoi les gens restent enfermés et limités ? Parce que la société est enfermée, limitée, bloquée.

(...) Ce sont surtout les migrants sans papiers qui souffrent plus que tout. Tu imagines des gens qui restent 25 ans sans pouvoir revenir chez eux. Sans pouvoir enterrer leurs morts, leurs parents, leurs proches. J'en ai connu plusieurs qui n'ont pas pu enterrer leurs parents, leurs frères et sœurs. C'est une grande tragédie. Une immense tragédie. Les gens qui ont les papiers, c'est moins pire. Ces derniers, même quand ils n'ont pas de l'argent ils peuvent faire des prêts, mais ceux n'ayant pas les papiers c'est une tragédie. Et puis les gens qui ne peuvent pas avoir les visas pour se rendre chez leurs proches. Mais il y a des degrés dans la tragédie. Les sans-papiers c'est la pire des situations. Et même quand les migrants réussissent à avoir la nationalité, leurs parents demeurent interdits. C'est que ce sont des faux-européens. Européens de deuxième choix. Européens de deuxième catégorie. C'est qu'ils n'ont pas les mêmes droits alors même qu'ils ont la nationalité.

C'est un chantage, contre les sans-papiers. C'est un jeu politique, car au fond les sans-papiers ne représentent aucune menace, bien au contraire, ils participent positivement à gonfler l'économie des pays européens. Car ils travaillent dans des métiers que même les migrants ayant des papiers refusent de faire. Des travaux durs et des salaires bas. Et en plus de ça, ils consomment au sein de ces pays européens. Ils laissent là-bas tous ce qu'ils « gagnent ». »

■ S'OPPOSER AU RACISME, AUTANT EN FRANCE QU'EN TUNISIE

« **Pour la gauche en Tunisie**, au moins, que ses membres prennent des engagements et des décisions claires. Quand on voit la montée des discours contre les subsahariens, les partis de la gauche doivent être unis

et ne pas hésiter une seconde à manifester quotidiennement et à sensibiliser. Il n'y a pas de cause plus importante que celle portant sur les principes de l'égalité. Donc la gauche doit se manifester quand il s'agit de telles questions. Rien n'est plus prioritaire que ça. C'est scandaleux ce qui s'est passé en Tunisie à propos des subsahariens. Face au racisme qui s'est diffusé, il faut des campagnes ininterrompues de la gauche. Pour sensibiliser, y compris les gens lettrés et diplômés, car ils peuvent être sans conscience. C'est pour cela que je vous ai parlé de la révolution culturelle.

Si la gauche avait la force qu'il faut et les principes dont nous avons discuté, le président n'aurait pas eu la possibilité de dire ce qu'il a dit à propos des subsahariens ni de passer les accords avec l'Europe. Car la réponse doit être des manifestations massives dans la rue. De même pour l'accueil du gouvernement de l'extrême droite italienne. Ce sont des choses inséparables. Il y a une fatigue dans la gauche, incapacité à prendre en charge ces questions, celles des familles des disparus également. Mais malgré cet état des choses, l'héritage de la gauche est international. Cela doit inspirer pour reprendre la lutte. »¹⁷

■ CONCLUSION

L'objectif de cet article était de retracer quelques évolutions des discours des gauches tunisiennes et marocaines face au phénomène de la frontiérisation. Cette dernière est envisagée de manière large, englobant un continuum allant de l'établissement de la colonisation aux nouvelles politiques de schengenisation de l'Europe, en passant par la répression découlant de l'externalisation des frontières. Comprendre l'abandon progressif de la critique de la frontière est convoqué par l'urgence face aux souffrances quotidiennes engendrées par les entraves à la liberté de circulation et ses effets sur l'ensemble des rapports postcoloniaux – tant dans les pays de l'émigration que ceux de l'immigration. Les entretiens mobilisés révèlent une nouvelle conscience émergeant avec les événements des printemps 2011, appelant à renouer avec la critique décoloniale contenue dans les fondements de la gauche, tout en la confrontant à des enquêtes approfondies et aux savoirs locaux, tels que ceux issus de l'expérience des gauches diasporiques.

¹⁷ Entretien réalisé à Osour Essef, Tunisie par Montassir Sakhi et Wael Garnaoui. Février 2024.